

# Innovation et excellence en éducation



Éducation  
*internationale*

Coopérative de services de développement  
et d'échanges en éducation

---

rapport annuel  
2002-2003

**Conception graphique**  
Sophie Lederman • Concept'Zowie  
[www.conceptzowie.com](http://www.conceptzowie.com)

**Publié par :**  
Éducation internationale  
1001, avenue Bégon  
Case postale 490  
Sainte-Foy (Québec)  
G1V 4C7

Téléphone : (418) 651-4667  
Télécopieur : (418) 651-2574  
Courriel : [info@education-internationale.com](mailto:info@education-internationale.com)  
Site Internet : [www.education-internationale.com](http://www.education-internationale.com)

Document : 106-02

Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2003  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Note - La forme masculine est utilisée dans ce document sans discrimination et désigne aussi bien les femmes que les hommes.



# SOMMAIRE

Mission .....	3
Message du président .....	4
Instances décisionnelles de la Coopérative .....	6
Assemblée générale des membres .....	6
Assemblée générale annuelle .....	6
Conseil d'administration .....	6
Comités du conseil d'administration .....	7
Comité de développement .....	7
Comité administratif .....	7
Rapport du directeur général .....	8
ÉTATS FINANCIERS	
Orientations 2001-2004 .....	11
Objectifs retenus pour l'année 2002-2003 .....	12
Faits saillants de l'année 2002-2003 .....	13
Échanges et stages .....	13
Accueil de délégations .....	14
Ententes et partenariats .....	15
Missions et partenariats à l'étranger .....	15
Appels d'offres et manifestations d'intérêt .....	16
Sessions de formation .....	17



# « ÉDUCATION INTERNATIONALE »

## COOPÉRATIVE DE SERVICES DE DÉVELOPPEMENT ET D'ÉCHANGES EN ÉDUCATION

Éducation internationale est une coopérative de services de développement et d'échanges en éducation constituée selon les dispositions de la Loi sur les coopératives (L.R.Q. c. C-67.2) le 24 avril 2001.

**Les commissions scolaires et autres organismes du milieu de l'éducation ont regroupé leurs ressources pour offrir leur expertise au niveau international**, dans les domaines de l'éducation de base, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes. Ensemble, les membres de Éducation internationale sont responsables, dans leurs champs de compétence, de plus de 75 % des besoins du Québec.

Éducation internationale a été créée par la Fédération des commissions scolaires du Québec, selon les dispositions de la Loi sur les coopératives, pour

mettre à la disposition de tous les intervenants en éducation et en formation professionnelle et technique près de 150 ans d'expérience, d'excellence et d'innovation continue dans l'évolution du système d'éducation du Québec et le développement socio-économique des collectivités.



## « MISSION

**Coordonner, appuyer et représenter les membres dans leurs activités de coopération et de développement international :**

- afin de leur permettre de participer activement au développement durable de systèmes d'éducation et de travailler à les rendre accessibles à tous partout dans le monde;
- afin de leur permettre de réaliser des programmes d'échanges et de stages d'enseignants et d'étudiants aux plans linguistique, professionnel et culturel.





# MESSAGE

## DU PRÉSIDENT



### LES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE

---

À l'occasion de l'assemblée annuelle des membres de la Coopérative, 52 personnes étaient présentes et les représentants officiels ont reçu et approuvé le rapport annuel, le rapport du vérificateur et ils ont accepté unanimement les documents corporatifs suivants : le code de déontologie, le plan stratégique et les politiques de fonctionnement. Ces documents sont des guides importants dans les décisions concernant les activités de développement et la gestion de Éducation internationale.

M. Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, a livré aux membres les principaux volets de la stratégie de réussite de l'internationalisation de l'éducation québécoise. Il a confirmé que pour son ministère, le principal intervenant en matière d'éducation de base, d'éducation des adultes et de la formation professionnelle est Éducation internationale. Il a exprimé sa grande satisfaction des nombreuses activités de la Coopérative depuis sa fondation et de sa position actuelle d'acteur important dans le développement international et la coopération en éducation. Le ministre nous a aussi assuré du support et de la collaboration des principaux intervenants du ministère en matière d'internationalisation.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

Les membres de la Coopérative ont élu trois nouveaux administrateurs représentant les commissions scolaires francophones et ils ont choisi d'ajouter un deuxième représentant de la Fédération des commissions scolaires du Québec, ce qui porte à douze le nombre d'administrateurs actuels. À la suite de l'assemblée générale, le conseil d'administration a tenu sa première réunion et les membres du conseil m'ont confié le poste de président de la Coopérative. Je tiens à les remercier sincèrement de la confiance qu'ils m'ont accordée.

Une excellente collaboration et des communications constantes avec le directeur général et le personnel de Éducation internationale ont permis une saine gestion de la Coopérative. Le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises pour discuter du développement des affaires de la Coopérative, travailler à consolider les acquis et prendre les décisions nécessaires pour favoriser son rayonnement. De plus, les comités de développement et des affaires administratives, mis en place en 2002-2003, se sont aussi réunis au besoin pour préparer les dossiers et faire des recommandations pertinentes au conseil d'administration.

### OBJECTIF PRINCIPAL

---

Ma principale préoccupation fut de développer des mécanismes pour favoriser la participation de tous les membres aux activités de la Coopérative. Nous avons donc invité nos membres à participer

activement à l'accueil de délégations ministérielles en provenance de différents pays et, ainsi, à développer des projets communs en concordance avec leurs besoins en éducation. Aussi, nous avons favorisé le regroupement des membres par région, ce qui devient un moyen extraordinaire pour enrichir les offres de services et, par la même occasion, mettre en place une structure solide et efficace qui permet d'être constamment à l'affût des opportunités.

### PLAN D'ACTION DE L'ANNÉE 2002-2003

---

Le plan d'action de l'année 2002-2003, accepté par l'assemblée générale des membres, le 31 octobre 2002 a servi de guide pour les différentes activités de la Coopérative. Tel que prévu, nous avons consolidé la crédibilité de la Coopérative en développant de plus en plus notre réseau de contacts au Canada et à l'étranger et en assurant une présence de Éducation internationale aux différents événements liés aux activités de développement international.

Nous travaillons régulièrement de concert avec les professionnels du ministère des Relations internationales et du ministère de l'Éducation du Québec, particulièrement avec ceux de la Direction générale des affaires internationales et canadiennes.

Nous avons aussi resserré nos liens avec des représentants du ministère des Affaires extérieures et du Commerce international (MAECI) et nous

sommes régulièrement en communication avec des représentants canadiens dans les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Nous participons aussi régulièrement aux ateliers offerts par le MAECI, aux tables de discussions de l'ACDI et aux différentes rencontres organisées par le ministre du Commerce international sur la commercialisation de l'éducation.

En plus de mieux faire connaître l'éducation internationale, sa mission et ses objectifs, ces activités nous permettent de tisser des liens importants avec les autres acteurs canadiens du milieu du développement international, les corporations privées et les regroupements provinciaux ou nationaux, et de mieux en saisir les multiples facettes.

Bien que le travail et la somme des projets se soient accrus, les affaires de la Coopérative n'ont pas atteint les perspectives prévues pour 2002-2003. Plusieurs événements mondiaux et extrêmement importants sont venus jeter un voile sur le développement de nos projets à l'étranger. La guerre de l'Irak a affecté les projets en développement au Moyen-Orient; le SRAS a occasionné un important retard dans l'émission de visas pour un camp d'été linguistique pour de jeunes chinois et le déménagement de la Banque africaine de développement de la Côte d'Ivoire en Tunisie a retardé les négociations du contrat pour le Gabon.

## PERSPECTIVES

---

Les événements internationaux survenus l'an dernier nous obligent à reporter certaines activités de notre plan d'action 2002-2003 à l'année 2003-2004 qui, nous l'espérons tous, sera moins tumultueuse et nous permettra d'atteindre nos objectifs.

L'année 2003-2004 s'annonce déjà très active et laisse entrevoir quelques projets d'envergure qui nous permettront d'assurer notre présence au niveau international. Les collaborations étroites avec le MEQ, les autres organismes québécois et nationaux regroupant des institutions d'enseignements et les entreprises privées oeuvrant au niveau international, nous offrent des opportunités de développement très intéressantes et prometteuses.

La dévolution d'une partie du Programme d'internationalisation de l'éducation québécoise (PIEQ), soit celle concernant l'apprentissage d'une deuxième ou d'une troisième langue pour les étudiants et étudiants du Québec avec l'Allemagne et les autres provinces canadiennes (volet I), et de la partie concernant les subventions pour l'internationalisation de l'éducation qui relève de la responsabilité des commissions scolaires (volet II) devrait être effective au 1<sup>er</sup> décembre 2003 et deviendra donc une activité importante de la Coopérative.

## REMERCIEMENTS

---

Je tiens à remercier tous les collaborateurs qui, de près ou de loin, ont contribué au développement de notre Coopérative. Entre autres, les membres, les administrateurs, le directeur général et le personnel de l'Éducation internationale qui, grâce à leur vision et leur implication, contribuent à maintenir le cap pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.



**Jean-Marc Tisseur**  
Président



# « INSTANCES DÉCISIONNELLES DE LA COOPÉRATIVE »

Comme il est défini dans la Loi sur les coopératives (L.R.Q. c. C-67.2) et dans ses règlements généraux, la Coopérative est constituée d'une assemblée générale et d'un conseil d'administration.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES

L'assemblée générale est composée des délégués des membres répondant aux exigences des règlements généraux de la Coopérative. Elle regroupe des commissions scolaires et autres organismes de l'éducation francophones ou anglophones du Québec ou des autres provinces.

Les règlements généraux de la Coopérative, amendés par les membres lors de l'assemblée générale annuelle du 31 octobre 2002, stipulent que le conseil d'administration est composé des représentants suivants :

- **sept administrateurs** élus lors de l'assemblée générale parmi les délégués des commissions scolaires francophones de la province de Québec;
- **un administrateur** élu lors de l'assemblée générale parmi les délégués des commissions scolaires anglophones;
- **deux administrateurs** élus lors de l'assemblée générale parmi les délégués des organismes ou conseils scolaires des autres provinces;
- **un administrateur** élu lors de l'assemblée générale parmi les autres organismes;
- **deux administrateurs** délégués de la Fédération des commissions scolaires du Québec et désignés par son bureau de direction;
- **un administrateur** délégué de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec et désigné par cet organisme.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le 31 octobre 2002 à l'occasion de l'assemblée générale de ses membres, Éducation internationale comptait 52 membres :

- 47 commissions scolaires du Québec;
- la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ);
- l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ);

- le Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec international inc. (CEMEQ);
- la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS);
- la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD).

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé de douze administrateurs. Le directeur de la Direction des Affaires internationales et canadiennes du ministère de l'Éducation du Québec, siège au conseil, comme membre associé.

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2002-2003

### Jean-Marc Tisseur Président

Directeur général adjoint  
Commission scolaire  
Marguerite-Bourgeoys

### Pierre Chénard

Directeur général adjoint  
Commission scolaire  
de l'Énergie

### Sylvie Glen-Bédard Trésorière

Coordonnatrice Formation  
experts de Montréal  
Commission scolaire  
de Montréal

### Hugh Auger

Commissaire  
Commission scolaire  
Eastern Townships

### Berthe Bernatchez

Directrice service de la formation  
professionnelle et  
de l'éducation des adultes  
Commission scolaire  
de la Capitale

### Claudette Larivée

Présidente  
Commission scolaire  
de la Rivière-du-Nord

### Serge Lefebvre

Directeur général  
Commission scolaire  
Marie-Victorin

### Bernard Létourneau

Président-directeur général  
Société de gestion du réseau  
informatique des commissions  
scolaires

### Réjean Morel

Directeur général  
Fédération des commissions  
scolaires du Québec

### Fernand Roy

Directeur général  
Commission scolaire  
de l'Or-et-des-Bois

### Raynald Thibeault

Directeur général  
Commission scolaire  
De La Jonquière

### Patrice Lafleur

Directeur  
Direction des Affaires inter-  
nationales et canadiennes  
Ministère de l'Éducation  
du Québec

### Jeff Polenz

Directeur général  
Association des commissions  
scolaires anglophone du  
Québec

# « COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION »

## COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Le Comité de développement a pour rôle d'analyser les différentes activités prévues au plan de développement, d'en assurer le suivi et de faire les recommandations qui s'imposent au conseil d'administration; d'analyser les différentes hypothèses de partenariat, d'établir les priorités ou d'identifier les principaux axes d'interventions de la Coopérative et de faire les recommandations appropriées au conseil d'administration.

## MEMBRES DU COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT

**Pierre Chénard**  
**Président du comité**  
Directeur général adjoint  
Commission scolaire de l'Énergie

**Bernard Létourneau**  
Président-directeur général  
Société de gestion du réseau informa-  
tique des commissions scolaires

**Jean-Pierre Hillinger**  
Directeur général  
Éducation internationale

**Sylvie Glen-Bédard**  
Coordonnatrice Formation  
experts de Montréal  
Commission scolaire de Montréal

**Jean-Marc Tisseur**  
Président de la Coopérative  
Directeur général adjoint  
Commission scolaire  
Marguerite-Bourgeoys

## COMITÉ ADMINISTRATIF

Le Comité administratif a pour rôle de procéder à l'étude des politiques et règlements de la Coopérative relatifs à l'administration et de faire les recommandations nécessaires au Conseil; de procéder à l'analyse des états financiers ou rapport du vérificateur ainsi qu'aux principales activités liées à la préparation du budget de la Coopérative et d'en recommander l'acceptation au Conseil.

## MEMBRES DU COMITÉ ADMINISTRATIF

**Sylvie Glen-Bédard**  
**Présidente du comité**  
Coordonnatrice Formation  
experts de Montréal  
Commission scolaire de Montréal

**Jean-Marc Tisseur**  
Président de la Coopérative  
Directeur général adjoint  
Commission scolaire  
Marguerite-Bourgeoys

**Hugh Auger**  
Commissaire  
Commission scolaire  
Eastern Townships

**Jean-Pierre Hillinger**  
Directeur général  
Éducation internationale

**Fernand Roy**  
Directeur général  
Commission scolaire  
de l'Or-et-des-Bois





# « RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL »

C'est avec grand plaisir que je vous présente le deuxième rapport annuel de la Coopérative. Il précise les principales démarches et activités réalisées au cours de l'année 2003-2004. Cette deuxième année d'opération de notre organisme peut être qualifiée d'année de développement. En effet, cette année a permis de consolider la crédibilité de notre organisme auprès de firmes privées, bailleurs de fonds et organismes gouvernementaux canadiens et étrangers.

De nombreuses représentations ont été réalisées auprès de l'Agence canadienne de développement (ACDI), de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Banque mondiale (BM) pour personnaliser Éducation internationale comme une agence d'exécution en éducation. Interventions auprès de ministres, députés, directeurs et autres ont été le fer de lance de la Coopérative tout au long de l'année.

Nous avons parallèlement poursuivi en collaboration avec nos membres nos activités de démarchage : Sénégal, Liban, Chine, Mali, Maroc, Tunisie et Gabon ont été prioritairement ciblés par notre organisme. Nous n'avons négligé aucun effort pour exporter nos services et notre savoir-faire québécois dans tous ces pays.

Les commissions scolaires membres, la Fédération des commissions scolaires (FCSQ), l'Association des commissions scolaires anglophones (ACSAQ), la Société GRICS, la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD) et le Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec international inc. (CEMEQ) ont contribué généreusement à l'accueil de délégations ministérielles de gouvernements étrangers. Plus de soixante pour cent de nos membres ont été impliqués d'une façon ou d'une autre au cours de cette dernière année.

## PROPOSITION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE

La Coopérative a présenté trois projets de développement dans le cadre de la Francophonie et une proposition au Fonds Jeunesse Québec; de plus, deux propositions de services de formation de direction d'établissement et de programmes de

jumelage ont été élaborées à la demande de partenaires africains. Une proposition en alphabétisation a été préparée pour la Banque africaine de développement et une proposition d'élaboration de plusieurs programmes en formation professionnelle est actuellement en chantier.

## PRÉSENCE DES MEMBRES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Au chapitre de la mobilité du personnel, nous avons, comme l'année dernière, réalisé 16 échanges d'enseignants poste à poste avec différents cantons suisses, accueilli à la Commission scolaire de la Capitale des stagiaires enseignants de la Belgique et aux commissions scolaires de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean des directeurs d'établissement sénégalais; nous avons de plus organisé en collaboration avec les commissions scolaires anglophones membres, deux missions d'enseignants et d'administrateurs venus de différentes régions de l'Angleterre.

Éducation internationale a poursuivi ses activités de recrutement avec les écoles chinoises de Xi'an et de Beijing. Plusieurs rencontres, conférences téléphoniques, et certaines de courriers électroniques ont été nécessaires pour concrétiser pour l'été 2003 des cours en anglais langue seconde et pour l'année scolaire 2003-2004, la scolarisation, pour une année complète, d'un groupe d'une dizaine d'étudiants.

## RÉALISATIONS, PROSPECTIVES !

Certains programmes d'échanges et de stages ont été réalisés, d'autres verront le jour pour la prochaine année; cependant, un seul contrat additionnel a pu être convenu en 2002-2003.

L'insurrection en Côte d'Ivoire, le SRAS en Chine, la guerre en Irak ont déstabilisé quelque peu notre potentiel de réalisation de projets pour cette deuxième année.

Nous avons convenu plusieurs ententes de partenariat avec des firmes privées, ministères de l'éducation étrangers, ministères de formation profes-

sionnelle et ministère de l'emploi. Ces ententes, nous l'espérons, verront pour la plupart une concrétisation réelle au cours de la prochaine année.

Dévolution du Programme de l'internationalisation de l'éducation québécoise (PIEQ), programme d'échanges d'étudiants, projet d'alphabétisation à la Banque africaine de développement et projet d'élaboration de programmes en formation professionnelle devraient voir le jour d'ici mars 2004.

La mission est grande, vous avez et nous avons de grandes ambitions mais la compétition est féroce.

Nous devons donc nous faufiler entre des entreprises qui ont plusieurs années d'expérience et de bons budgets dévolus au développement international. Nous avons prévu une période de trois à cinq ans pour nous faire connaître, pour établir notre crédibilité et pour atteindre notre équilibre budgétaire. Nous sommes donc en voie d'atteindre cet objectif pour la prochaine année.

## REMERCIEMENTS

---

En terminant je souhaite remercier les membres du conseil d'administration pour le grand appui qu'ils m'ont donné au cours de ce deuxième exercice et souligner l'excellente collaboration reçue de l'ensemble des membres.

Je voudrais également souligner le travail considérable réalisé par le personnel administratif de la Coopérative ainsi que par les principaux collaborateurs, consultants, personnel de la Fédération des commissions scolaires et personnel de plusieurs de nos membres. Cette générosité témoigne du grand intérêt que vous portez à votre Coopérative.



**Jean-Pierre Hillinger**  
*Directeur général*





Coopérative de services de développement  
et d'échanges en éducation

## ÉTATS FINANCIERS

30 JUIN 2003

Rapport des vérificateurs .....	I
États financiers	
Résultats et avoir de la coopérative .....	II
Bilan .....	III-IV
Flux de trésorerie .....	V
Notes complémentaires .....	VI-IX
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Frais administratifs .....	X

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Québec, le 19 août 2003

Aux membres de :

Éducation Internationale Coopérative  
de Services de Développement  
et d'Échanges en Éducation

Nous avons vérifié le bilan d'Éducation Internationale Coopérative de Services de Développement et d'Échanges en Éducation au 30 juin 2003 et les états des résultats et avoir de la coopérative et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états incombe à la direction de la coopérative. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la coopérative au 30 juin 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Ruel Giroux Dorion.*

*Comptables agréés*

## RÉSULTATS ET AVOIR DE LA COOPÉRATIVE

Exercice terminé le 30 juin 2003

	2003	2002
<b>PRODUITS</b>		
Subventions .....	171 882 \$	195 870 \$
Projets .....	170 471	69 982
Consultations et formations .....	7 515	25 762
Intérêts .....	3 710	8 259
Divers .....	7 190	
	360 768	299 873
<b>CHARGES</b>		
Frais des projets .....	171 709	59 592
Frais des formations .....	2 228	13 070
Frais de signature corporative .....		35 870
Frais administratifs (annexe A) .....	273 721	261 776
	447 658	370 308
<b>DÉFICIT D'EXPLOITATION</b> .....	86 890	70 435
<b>PERTE DANS LA PARTICIPATION DES SOCIÉTÉS AFFILIÉES</b> .....	27 393	
<b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b> .....	114 283	70 435
<b>DÉFICIT AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b> .....	78 421	7 986
<b>DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE</b> .....	192 704 \$	78 421 \$

## BILAN - 30 JUIN 2003

	2003	2002
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse .....	85 850 \$	63 898 \$
Placements temporaires .....	100 000	300 000
Débiteurs .....	88 233	25 437
	274 083	389 335
<b>IMMOBILISATIONS (NOTE 3) .....</b>	20 346	9 565
<b>PLACEMENTS À LONG TERME (NOTE 4) .....</b>	7 607	
<b>AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIFS (NOTE 5) .....</b>	80 329	55 229
	382 365 \$	454 129 \$

## BILAN - 30 JUIN 2003

	2003	2002
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs .....	103 069 \$	62 550 \$
Subvention reportée .....	75 000	75 000
	178 069	137 550
<b>AVOIR</b>		
<b>AVOIR DES MEMBRES</b>		
Capital social (note 6) .....	397 000	395 000
<b>AVOIR DE LA COOPÉRATIVE</b>		
Déficit .....	(192 704)	(78 421)
	204 296	316 579
	382 365 \$	454 129 \$



Jean-Pierre Hillinger, directeur général



Jean-Marc Tisseur, président

## FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 30 juin 2003

	2003	2002
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Déficit de la période .....	(114 283) \$	(70 435) \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations .....	5 269	2 392
Amortissement des autres éléments d'actifs .....	23 786	14 009
Perte dans la participation des sociétés affiliées .....	27 393	
	(57 835)	(54 034)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement .....	(22 277)	148 943
	(80 112)	94 909
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de placements .....	(35 000)	
Acquisition d'immobilisations .....	(16 050)	(8 929)
Paiements d'autres éléments d'actifs .....	(48 886)	(48 736)
	(99 936)	(57 665)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission de parts sociales .....	2 000	182 000
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES .....</b>	<b>(178 048)</b>	<b>219 244</b>
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....</b>	<b>363 898</b>	<b>144 654</b>
<b>ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN DE L'EXERCICE .....</b>	<b>185 850 \$</b>	<b>363 898 \$</b>

Les espèces et quasi-espèces sont constituées de l'encaisse et des placements temporaires.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES - 30 JUIN 2003

### 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La coopérative a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives du Québec le 23 avril 2001. La coopérative a pour objet de coordonner, appuyer et représenter ses membres dans leurs activités de coopération et de développement international.

### 2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la coopérative sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, tenant compte des exigences de la Loi sur les coopératives et de son Règlement d'application.

#### Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

#### Immobilisations et amortissement

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'acquisition, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective, selon les méthodes et taux suivants :

Mobilier et équipement de bureau .....	20% dégressif
Équipement informatique .....	20% linéaire

#### Placements à long terme

Les participations dans les sociétés affiliées sont comptabilisées à la valeur de consolidation.

#### Autres éléments d'actifs

Les autres éléments d'actifs, comptabilisés au coût d'acquisition, sont amortis annuellement selon la méthode d'amortissement linéaire sur 5 ans.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES - 30 JUIN 2003

### 3- IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	
			2003	2002
Mobilier et équipements de bureau .....	8 457 \$	3 117 \$	5 340 \$	6 674 \$
Équipements informatiques .....	19 669	4 663	15 006	2 891
	28 126 \$	7 780 \$	20 346 \$	9 565 \$

### 4- PLACEMENTS À LONG TERME

	2003	2002
La Corporation de Formation Internationale Polymonde Inc. (100% des actions catégorie A avec droit de vote) .....	35 000 \$	\$
La Société Polymonde (100% des actions de catégorie A avec droit de vote) .....	-	
Ajustement de l'exercice à la valeur de consolidation .....	(27 393)	
	7 607 \$	\$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES - 30 JUIN 2003

### 5- AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIFS

	2003	2002
Frais judiciaires capitalisés, au coût après amortissement .....	780 \$	1 041 \$
Frais de constitution capitalisés, au coût après amortissement .....	1 680	2 278
Frais de développement capitalisés, au coût après amortissement .....	77 869	51 910
	80 329 \$	55 229 \$

### 6- CAPITAL SOCIAL

L'avoir des membres de la coopérative est composé de parts sociales et de parts privilégiées.

#### Parts sociales

La coopérative peut émettre un nombre illimité de parts sociales d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Chacun des membres a un droit de vote, quelque soit le nombre de parts dont il est titulaire.

#### Membre de catégorie A

Un membre se prévalant des services en coopération internationale doit détenir 100 parts sociales de 10 \$ chacune.

#### Membre de catégorie B

Un membre se prévalant des services en coopération et en développement international doit détenir 1 000 parts sociales de 10 \$ chacune.

#### Membre associé

Un membre associé doit détenir une part sociale de 10 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES - 30 JUIN 2003

### 6- CAPITAL SOCIAL (SUITE)

#### Parts privilégiées

Le conseil est autorisé par le Règlement à émettre des parts privilégiées de catégories différentes et à déterminer le montant, les privilèges, les droits et les restrictions inhérentes à chaque catégorie de parts privilégiées qu'il émet.

En fin d'exercice, les parts sont réparties comme suit :

	Souscrites	Payées
Parts sociales de catégorie A ..... (1 000 au 30 juin 2002)	1 200	12 000 \$
Parts sociales de catégorie B ..... (38 500 au 30 juin 2002)	38 500	385 000
	39 700	397 000 \$

## ANNEXE A - FRAIS ADMINISTRATIFS

Exercice terminé le 30 juin 2003

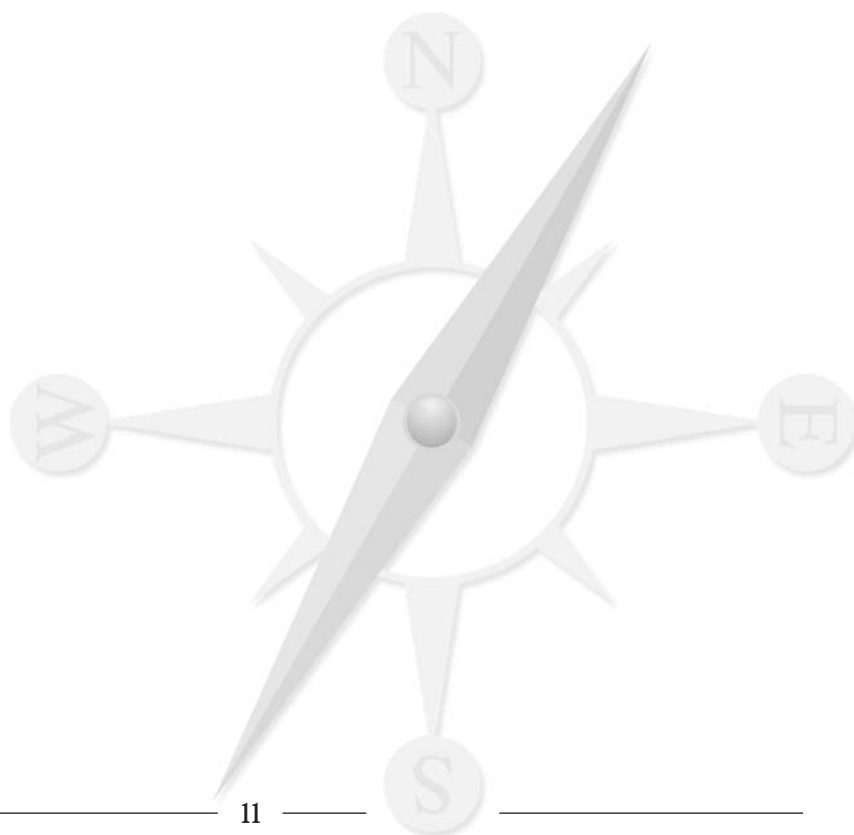
	2003	2002
FRAIS ADMINISTRATIFS		
Honoraires de direction .....	91 875 \$	85 219 \$
Salaires et charges sociales .....	98 796	82 894
Frais de développement .....	29 034	42 027
Séjours et déplacements .....	18 515	27 833
Frais de change .....	6 142	
Publicité et promotion .....	4 570	3 054
Honoraires professionnels .....	3 276	3 574
Entretien du local .....		2 462
Fournitures de bureau .....	3 081	2 205
Télécommunications .....	7 230	7 251
Assurances .....	2 003	1 821
Frais bancaires .....	256	974
Amortissement des immobilisations .....	5 269	2 392
Abonnement et membership .....	1 425	
Documents corporatifs et site web .....	2 221	
Autres frais .....	28	70
	273 721 \$	261 776 \$

# « ORIENTATIONS 2001-2004 »

ÉTABLIR LA CRÉDIBILITÉ DE LA COOPÉRATIVE COMME ORGANISME DE  
COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN ÉDUCATION

PROMOUVOIR AUPRÈS DES MEMBRES,  
LA COOPÉRATION CANADIENNE ET INTERNATIONALE

ACCROÎTRE LA PRÉSENCE DES MEMBRES  
SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX



# « OBJECTIFS RETENUS POUR L'ANNÉE 2002-2003 »

## ÉTABLIR LA CRÉDIBILITÉ DE LA COOPÉRATIVE COMME ORGANISME DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN ÉDUCATION

---

### POURSUIVRE ET CONSOLIDER LES OBJECTIFS DE 2001-2002

- Mettre en place une organisation fonctionnelle efficace et efficiente;
- Faire connaître et promouvoir les activités de la Coopérative.

## PROMOUVOIR AUPRÈS DES MEMBRES, LA COOPÉRATION CANADIENNE ET INTERNATIONALE

---

### POURSUIVRE LES ACTIVITÉS AMORCÉE EN 2001-2002

- Faciliter la réalisation des programmes d'échanges d'élèves, du personnel enseignant ou le jumelage d'établissements pour des fins pédagogiques.

## ACCROÎTRE LA PRÉSENCE DES MEMBRES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

---

### CONSOLIDER ET POURSUIVRE LES ACTIVITÉS ENTREPRISES EN 2001-2002

- Promouvoir la promotion, sur le plan international, le savoir-faire des membres et les représenter auprès des organismes responsables des affaires internationales et canadiennes;
- Améliorer les connaissances des membres en matière de développement international et de gestion de projets et développer des services pour faciliter leur engagement;
- Rechercher les opportunités d'affaires de développement en éducation;
- Soutenir l'action des membres dans leurs démarches de développement de nouveaux marchés.

### AMORCER ET DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS VISANT LES OBJECTIFS SUIVANTS :

- Développer des services pour faciliter les activités des membres en matière de développement international;
- Favoriser l'intégration des membres qui ont peu ou pas d'expérience en développement international à l'intérieur des équipes de travail sur le développement de projets ou de propositions.

# « FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2002-2003 »

## ÉCHANGES ET STAGES

### ÉCHANGES QUÉBEC-SUISSE

Le programme d'échanges d'enseignantes et d'enseignants du Québec avec des homologues de la Suisse pour l'année 2002-2003, a été un franc succès. Les seize participants et leur famille nous ont livré des témoignages très positifs sur leur année scolaire, tant au point de vue professionnel qu'au point de vue personnel. Ils ont souligné leur appréciation pour le support de l'Éducation internationale et de leurs collègues du pays d'accueil. Ce soutien a permis de régler rapidement certaines difficultés d'adaptation et de compréhension des différences culturelles. Les participants québécois, aussi enchantés de leur séjour en Suisse, reviennent avec une motivation et un enthousiasme dont bénéficieront les élèves et les collègues avec qui ils travailleront cette année. Pour l'année 2003-2004, seize nouveaux participants profiteront de ce programme.

### STAGIAIRES BELGES EN PÉDAGOGIE

La Commission scolaire de la Capitale a accueilli neuf stagiaires de la Belgique, étudiants en pédagogie. À la suite de la présentation de quelques innovations pédagogiques spécifiques les participants ont réalisé des stages d'observation en éducation spécialisée et en enseignement primaire dans onze écoles à Québec. Ils ont observé les pratiques pédagogiques québécoises qui mettent en place progressivement la réforme du curriculum au niveau primaire et échangé avec des collègues qui travaillent aussi bien en milieux favorisés qu'en milieux socio-économiques défavorisés. Nous sommes convaincus que cette activité a enrichi le bagage de connaissance des stagiaires belges et des enseignants québécois.

### ÉTUDIANTS DE LA WALLONIE-BRUXELLE

La Commission scolaire de l'Énergie a reçu en avril dernier une quinzaine d'étudiants belges accompagnés de leurs enseignants. Préoccupé par le volet énergétique, ce groupe a visité le Carrefour Formation de Mauricie où ils ont pu comparer les méthodes d'apprentissage mises en place par le Québec et la Wallonie et les moyens utilisés par l'école Paul Lejeune pour favoriser l'économie

d'énergie. « Pour ces élèves, le moment fort du séjour restera le weekend en immersion dans les familles. Quelle chance d'avoir pu vivre le Québec de l'intérieur et d'avoir en outre partagé avec des Québécois le traditionnel repas de fin de semaine à la cabane à sucre... », Anne Neuzy, enseignante liégeoise.

### STAGE DE CHEFS D'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE SÉNÉGALAIS

Éducation internationale et quatre commissions scolaires de la région soit : des Rives-du-Saguenay, De La Jonquière, du Pays-des-Bleuets et du Lac-Saint-Jean, se sont regroupés pour travailler avec les autorités du Sénégal au développement de projets de collaboration et d'échanges. Dans ce cadre, en décembre dernier, dix directrices et directeurs d'écoles sénégalaises et deux représentants du ministère de l'Éducation du Sénégal ont été reçus par ces commissions scolaires pour un stage d'observation et d'apprentissage en gestion scolaire.

Pour les Sénégalais, le principal objectif de ce stage était l'appropriation du processus d'élaboration, de la mise en place ainsi que des modalités de gestion liées aux différents projets éducatifs implantés dans nos écoles secondaires. Après une formation sur les projets éducatifs, les stagiaires ont été jumelés avec des directeurs d'établissement du secondaire pour observer la réalité de la gestion d'une école.





## ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS

### ANGLETERRE

En collaboration avec le ministère des Affaires internationales et canadiennes du Québec, Éducation internationale a préparé un programme, pour une délégation d'enseignants en provenance de l'Angleterre, sur l'approche québécoise pour les jeunes très doués (surdoués). Nous avons accompagné cette mission de dix personnes au cours de visites d'écoles spécialisées dans le domaine des sciences, des arts et des sports et dans une école à vocation internationale.

### ROYAUME-UNI

The League for the Exchange of Commonwealth Teachers, organisme spécialisé dans les échanges internationaux provenant des pays du Commonwealth, en collaboration avec Éducation internationale a permis à des administrateurs, directeurs d'établissement et enseignants de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande du Nord de rencontrer des professionnels de la Commission scolaire de Montréal et de English Montreal School Board. Ces professionnels de l'enseignement sont venus explorer l'utilisation des technologies de l'information dans l'enseignement, les programmes d'enseignement en formation générale et les mesures en place pour favoriser la réussite des étudiants.

### CHINE

Dans le cadre de l'entente de partenariat avec la Commission d'éducation de la ville de Beijing, Éducation internationale a reçu une délégation de dix-huit directeurs d'établissement de l'arrondissement de Chaoyang.

Les commissions scolaires Lester B.-Pearson, du Lac-Saint-Jean, de la Capitale et Marie-Victorin ont présenté à nos invités de Chine différentes facettes de notre système d'éducation : intelligence multiple, réforme du primaire, centres de formation professionnelle, services informatiques et nouvelles technologies. La Société GRICS, le ministère de l'Éducation ainsi que le Collège John Abbott et l'Université McGill ont aussi présenté leurs activités et les différentes possibilités de coopération.

### GABON

En collaboration avec le Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec international inc. (CEMEQ), Éducation internationale et la Commission scolaire des Premières Seigneuries ont reçu le ministre de la Formation profession-

nelle et de l'Insertion sociale accompagné de trois hauts fonctionnaires du gouvernement du Gabon, venus pour approfondir leurs connaissances sur la formation professionnelle et technique au Québec. Au cours de cette visite, ils ont pu apprécier notre système de formation professionnelle, échanger sur les programmes d'employabilité des jeunes et les techniques d'apprentissage et visiter des centres de formation professionnelle.

### LIBAN

Dans le cadre d'une entente conclue entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République libanaise, Éducation internationale, en collaboration avec les ministères des Affaires internationales et canadiennes et de l'Éducation du Québec et de Cégep international, a reçu trois responsables de haut niveau du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de la République libanaise. Cette mission nous a permis de mieux cerner la situation actuelle dans le milieu de l'éducation libanaise. Nous avons établi des liens solides permettant d'entrevoir plusieurs pistes de collaboration éventuelle dans les domaines de la Réforme de l'éducation, de la formation professionnelle et technique et de la formation des formateurs.

### MALI

Éducation internationale a organisé et piloté une délégation malienne composée de la ministre déléguée chargée de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du directeur général du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage et du conseiller technique de la ministre. Ils ont été reçus par les membres de la Coopérative qui ont manifesté leur intérêt à participer aux activités de développement en éducation au Mali, soit les commissions scolaires :

- Marie-Victorin,
- Marguerite-Bourgeoys,
- du Chemin-du-Roy,
- de Saint-Hyacinthe,
- de l'Énergie,
- des Bois-Francis,
- de Portneuf,
- des-Premières-Seigneuries,
- de la Capitale.

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de visiter plusieurs écoles spécialisées et de bien comprendre le développement et les divers aspects de la formation professionnelle au Québec. Ils nous ont fait part de leur excellente impression sur la qualité et la diversité des formations offertes ainsi que sur les projets parallèles tels que les Centres de formation en entreprise et récupération (CÉFERS). Les efforts déployés par le Québec pour permettre l'intégration des femmes ont vivement intéressé la ministre. En effet, la lutte contre la pauvreté étant une priorité de son gouvernement, la ministre souhaite mettre en place des moyens efficaces qui permettront d'ouvrir de nouvelles avenues professionnelles aux femmes Maliennes.

## PARAGUAY

Nous avons reçu la ministre de l'Éducation et de la Culture du Paraguay qui souhaitait connaître des projets facilitant l'apprentissage d'une langue seconde et des techniques de l'information. Elle a donc rencontré deux directions d'écoles ayant des projets particuliers, soit l'École Notre-Dame-des-Neiges, pour son projet d'étude favorisant l'apprentissage de l'anglais, langue seconde et l'École Les Compagnons-de-Cartier, pour son projet PROTIC, intégrant les outils informatiques dans le projet scolaire.

## ENTENTES ET PARTENARIATS

En plus de plusieurs ententes conclues pour l'élaboration de propositions ou le développement de projets particuliers avec des entreprises canadiennes et des organismes de regroupement d'institutions en éducation, et d'une constante collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec et avec Cégep international, nous avons conclu les ententes spécifiques suivantes :

### FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS

Éducation internationale a signé une entente de collaboration et de partenariat avec la Fondation des parlementaires québécois concernant les projets en éducation qui pourraient découler de leurs activités. La Fondation des parlementaires québécois est un organisme sans but lucratif qui, sous le thème « Culture à partager » favorise l'envoi de livres dans les pays en émergence.

### GUINÉE

À l'occasion d'une rencontre privée, le ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Profes-

sionnelle de la Guinée a souligné son intérêt pour l'expertise québécoise en formation professionnelle, génératrice d'emplois. Le gouvernement de la Guinée souhaite poursuivre le développement des compétences professionnelles pour le développement socio-économique du pays par la formation initiale, la formation continue, le perfectionnement, l'apprentissage et l'appui au secteur informel. Son Excellence nous a invité à signer un protocole d'entente. Cette entente spécifie que l'Éducation internationale pourrait se voir confier la responsabilité d'accompagner le ministère dans le développement de programmes ou de toutes autres activités relevant du ministère dans les volets éducatifs suivants : formation professionnelle, alphabétisation, éducation des adultes, formation sur mesure, insertion sociale et administration scolaire.

### MALI

Lors de la mission au Québec d'une délégation ministérielle du Mali, et à l'occasion d'un dîner offert par le ministère de l'Éducation, l'Éducation internationale a officiellement signé avec le ministre une entente portant sur un appui institutionnel à son ministère.

## MISSIONS ET PARTENARIATS À L'ÉTRANGER

### CHINE

Dans le cadre des partenariats convenus l'an dernier avec la Commission d'éducation de la ville de Beijing, l'Éducation internationale en collaboration avec la Commission scolaire Lester B.-Pearson, a répondu à l'invitation de la ville de Beijing pour consolider les activités et élaborer des projets concrets. Cette mission s'est terminée par la signature d'ententes et de lettres d'intention pour la préparation d'offres de services et leur mise en œuvre, soit :

- Organisation de cours d'été en anglais au Québec;
- Organisation de cours d'été en Mandarin à Beijing;
- Scolarisation d'élèves chinois de niveau secondaire V;
- Formation d'enseignants chinois en anglais langue seconde;
- Établissement d'écoles secondaires ou de centres de formation professionnelle sino-québécois.

**La Commission scolaire Lester B.-Pearson et l'Éducation internationale ont convenu d'une entente pour les projets découlant de ces missions.**

## MALI

Dans le cadre de deux missions au Mali, le directeur général a rencontré de hauts responsables dans différents ministères du gouvernement. À leur demande, plusieurs projets ont été élaborés et sont actuellement en attente de décision. Nous avons signé une entente de partenariat avec une entreprise du Mali pour répondre aux appels d'offres qui devraient être sur le marché sous peu et nous avons aussi un collaborateur qui demeure actuellement au Mali et qui est en mesure de suivre le développement des activités en éducation.

## APPELS D'OFFRES ET MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Fonds spécifique de développement de la Francophonie (FSDF).

À la demande du Secrétariat d'État, Amérique Latine et Afrique, Éducation internationale a présenté, en collaboration avec quelques-uns de ses membres, **trois propositions pour l'Afrique francophone** :

1

« Les commissions scolaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean au service de l'éducation scolaire malienne et sénégalaise » en collaboration avec les commissions scolaires Rives-du-Saguenay, De La Jonquière, du Lac-Saint-Jean et du Pays-des-Bleuets.

2

« Éducation internationale au service de la promotion de la création d'entreprises en Guinée et au Mali », en collaboration avec les commissions scolaires de la Beauce-Etchemin et de la Capitale.

3

« La formation professionnelle des jeunes filles et des femmes dans les métiers non traditionnels » en collaboration avec le Consortium en entrepreneurship international dont la Commission scolaire du Chemin-du-Roy est membre.

Nous sommes dans l'attente d'une décision pour ces trois projets.

Élaboration d'une offre de service pour une analyse institutionnelle et un processus d'évaluation pour un collège à Beyrouth, au Liban.

Les discussions sont en cours avec les responsables du dossier afin de déterminer un échéancier et les différentes modalités de réalisation.

## SÉNÉGAL

Une offre de service pour la formation d'un groupe de directeurs d'établissement a été déposée et acceptée par les autorités sénégalaises concernées. Actuellement, le ministère est en attente d'un avis de non-objection de la Banque mondiale.

## PROJET ACDI AU MAROC

Éducation internationale en partenariat avec l'Association des collègues communautaires du Canada et la firme Deloitte Touche Tohmatsu Emerging Markets ont présenté une proposition à l'Agence canadienne de développement international pour le « Projet d'appui à l'implantation de l'approche par compétences au Maroc ». Le projet ne nous a pas été octroyé, mais nous avons enrichi notre banque d'experts de grande qualité pour nos projets futurs.



## SESSIONS DE FORMATION

---

### « La gestion d'une unité de développement international pour les membres de *Éducation internationale* »

Cette année, nous avons offert à nos membres l'opportunité de participer à des sessions, à Montréal et à Québec, portant sur l'organisation d'une unité de gestion des activités de développement international et de coopération, pour chacun des membres de *Éducation internationale*. Cet atelier, élaboré et animé par des professionnels de trois commissions scolaires membres de *Éducation internationale*, a permis aux participants de recueillir des informations et des outils qui faciliteront la mise sur pied d'un réseau interne prêt à participer activement aux différentes activités internationales. Pour favoriser une parti-

cipation efficace des membres, on a souligné l'importance d'établir un bon réseau de communication interne, qui permettra de transmettre rapidement les informations, les nouvelles et les projets à tous les intervenants qui pourraient y être intéressés.







Commission scolaire des Affluents  
Commission scolaire de L'Amiante  
Commission scolaire de la Baie-James  
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin  
Commission scolaire des Bois-Francis  
Commission scolaire de la Capitale  
Commission scolaire Central Québec  
Commission scolaire de Charlevoix  
Commission scolaire du Chemin-du-Roy  
Commission scolaire des Chênes  
Commission scolaire des Chic-Chocs  
Commission scolaire de la Côte-du-Sud  
Commission scolaire des Découvreurs  
Commission scolaire Eastern Townships  
Commission scolaire de l'Énergie  
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries  
Commission scolaire Harricana  
Commission scolaire des Hauts-Cantons  
Commission scolaire De La Jonquière  
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup  
Commission scolaire du Lac-Abitibi  
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean  
Commission scolaire des Laurentides  
Commission scolaire de Laval  
Commission scolaire Lester B.-Pearson  
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys  
Commission scolaire Marie-Victorin  
Commission scolaire de Montréal  
Commission scolaire des Monts-et-Marées  
Commission scolaire des Navigateurs  
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois  
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets  
Commission scolaire des Phares  
Commission scolaire de Portneuf  
Commission scolaire des Premières-Seigneuries  
Commission scolaire René-Lévesque  
Commission scolaire de la Riveraine  
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay  
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord  
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe  
Commission scolaire des Samares  
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles  
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier  
Commission scolaire des Sommets  
Commission scolaire de Sorel-Tracy  
Commission scolaire des Trois-Lacs  
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands  
Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)  
Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec international inc. (CEMEQ)  
Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)  
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS)  
Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD)



*Le personnage en mouvement, représenté par la forme de la lettre « i », illustre, en premier plan, la raison d'être des services offerts par la Coopérative : le développement de l'individu dans sa collectivité, dans les domaines de l'éducation de base, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes.*

*Le mortier est symbole de réussite dans le domaine de l'éducation et reflète ainsi une image positive.*

*Cet élément visuel se rattache également aux valeurs d'excellence de Éducation internationale.*

*Sous un autre angle, le « i » représente le symbole typographique du terme international, marché principal de la Coopérative.*

*La couleur chaude d'orangé s'apparente à celle de la peau de l'être humain et rend le symbole chaleureux, alors que le marine a une connotation officielle qui apporte un élément de puissance à cette image corporative.*